

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le **16 MARS 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTEUROP FRANCE

ZI rue de l'Europe
BP 20001
51301 Vitry-le-François

Références : D1i 2023-37
Code AIOT : 0005701783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement MALTEUROP FRANCE implanté Z.I. LES VASSUES . 51300 Vitry-le-François. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans la continuité de l'incident de la cellule n° 8 du silo et aborde les mesures de préservation des ressources en eau en cas de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTEUROP FRANCE
- Z.I. LES VASSUES . 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005701783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la société MALTEUROP à Vitry-le-François est le plus important des sites du groupe en capacité de production de malt. Ce site est spécialisé dans la production de malt issu d'orge de printemps (escourgeon) et d'hiver. Il dispose de trois secteurs pour la production de malt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion raisonnée de la ressource en eau en cas de sécheresse
- Vieillissement des structures du silo béton

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Sécheresse - Gestion raisonnée de la ressource en eau - diagnostic	AP Complémentaire du 17/12/2018, article 2, 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vieillessement - plan de contrôle initial	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2	/	Sans objet
3	Cellule n°8	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 3	/	Sans objet
4	Surveillance du vieillissement	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 4	/	Sans objet
5	Mise en sécurité et traitement des défauts de structure	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède à la réfection du silo comme convenu. S'agissant du diagnostic sécheresse et des mesures de réduction de la consommation d'eau, l'exploitant s'engage à faire réaliser un diagnostic. Un délai de 3 mois est proposé à monsieur le préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse - Gestion raisonnée de la ressource en eau - diagnostic

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2018, article 2, 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse - Contenu du diagnostic
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :**Article 2**

Le diagnostic doit préciser :

1. l'historique des réductions de consommation et/ou de rejet enregistrées sur les dix dernières années ;
2. les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau, notamment :
 - le type d'alimentation (raccordement à un réseau, provenance et interconnexions de ce réseau) et ses caractéristiques (localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé),
 - les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage,
 - les usages qui en sont faits ;
3. les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
4. les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
5. les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
6. les pertes dans les circuits de prélèvement ou de distribution du site ;
7. les dispositions temporaires envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
8. les limitations des rejets aqueux possibles en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs ;
9. les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement en sécurité de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;
10. les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité).

Article 3

L'exploitant établit un document décrivant les opérations de gestion des prélèvements et des rejets du site, accompagné d'un échéancier et d'une évaluation technico-économique des opérations décrites mentionnant en particulier les éventuelles conséquences sur l'activité de l'établissement (arrêt d'installations, incidences sur la sécurité et/ou la production, etc.).

L'analyse effectuée doit rendre compte des mesures mises en œuvre ou possibles et de leur efficacité en matière :

- d'économies d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;
- de limitation voire de suppression de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement approprié

Doivent être distinguées :

- les actions pérennes qui permettent de limiter durablement les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu,
- les actions renforcées en cas de situation hydrologique déficitaire.

L'analyse précitée doit notamment permettre de proposer des mesures adaptées relatives aux usages de l'eau du site en cas de situation de sécheresse.

Constats :

1. L'exploitant avait transmis un document en date du 1/7/2019, dans lequel il présente la consommation d'eau et les rejets entre 2007 et 2019. Il précise que pour le procédé de trempé du malt, seule l'eau du réseau public est utilisée.
2. Il ne précise pas la consommation des captages et l'usage qui en est fait.
3. Ce document présente également la consommation spécifique d'eau en m3 par tonne de malt produit et la consommation d'eau journalière (trempé et nettoyage) par touraille (M1, M2 et M3).
4. L'exploitant indique que le volume d'eau nécessaire à la trempé doit être respecté. Il précise avoir entamé une démarche visant à optimiser la consommation depuis 2014. Il précise que les

eaux nécessaires aux nettoyages sont directement liées au respect des normes agroalimentaire et ne propose pas de mesure de réduction. Une analyse détaillée est attendue.

5. L'exploitant indique que 6250 m³ ont été consommés en 2019 pour maintenir les échangeurs thermiques et les récupérateurs d'énergie propres. Cette consommation pourrait être décalée dans le temps au détriment de la performance énergétique.

6. L'exploitant indique que les circuits d'eau sont contrôlés hebdomadairement afin de détecter d'éventuelles fuites ou pertes mais il ne les quantifie pas.

7. Seul le décalage de la consommation est évoqué au 5. mais cela ne constitue pas une mesure de réduction.

8. L'exploitant précise que l'usine MALTEUROP est un des principaux contributeurs alimentant le ruisseau des Marvis.

9. L'exploitant précise le débit nécessaire au fonctionnement sécurisé de l'installation mais ne précise pas si ce débit est suffisant pour le milieu récepteur.

10. L'exploitant présente une liste de pistes envisageables mais ne présente pas quantitativement le gain apporté par ces solutions.

Avis de l'inspection de l'environnement :

L'exploitant devra étayer le point 2 relatif aux caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau, notamment en ce qui concerne les prélèvements des eaux souterraines :

- les caractéristiques (localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé),
- les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage,
- les usages qui en sont faits.

Il devra compléter son analyse du point 4 et proposer des dispositions temporaires et des réductions chiffrées des prélèvements envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique. Il proposera des réductions chiffrées Il établira une liste d'actions à tiroirs selon le seuil et les restrictions d'usage de l'eau en période de sécheresse (voir arrêté préfectoral n°12-2022-SEC du 23 février 2022) dans lequel la zone d'alerte de la nappe de la Craie de Champagne Nord se trouve. Il conviendra de quantifier la réduction d'activité envisageable pour garantir un niveau minimal de fonctionnement en sécurité des installations.

L'exploitant devra proposer relativement aux points 5 et 7, des mesures de réduction de la consommation d'eau destinée à la propreté des échangeurs thermiques et des récupérateurs d'énergie.

L'exploitant devra quantifier les pertes des circuits (point 6).

L'exploitant devra justifier que le débit rejeté est suffisant pour le milieu récepteur (point 9).

L'exploitant devra établir un bilan quantitatif et qualitatif de la consommation d'eau associé aux évolutions prévisibles (point 10).

L'inspection rappelle qu'il est demandé d'identifier :

- les actions pérennes qui permettent de limiter durablement les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu,
- les actions renforcées en cas de situation hydrologique déficitaire.

Des compléments en ce sens sont attendus sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Vieillessement - plan de contrôle initial

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2														
Thème(s) : Risques accidentels, plan de contrôle initial														
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet														
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de s'assurer de la stabilité de la structure des silos et de prévenir tout désordre pouvant conduire à leur ruine totale ou partielle, l'exploitant met en place un contrôle structurel des cellules, interne et externe, en vue notamment de cartographier le potentiel de corrosion permettant de localiser les zones à risque élevé, selon les modalités suivantes, conformément aux préconisations des organismes compétents.</p> <p>Le contrôle initial portera sur chaque tranche (1, 2 et 3) en tenant compte systématiquement des 4 cellules d'extrémité de chaque tranche et des cellules périphériques des tranches 1 et 2. Pour les autres cellules intermédiaires, un échantillonnage sera proposé.</p> <p>Ce contrôle initial sera échelonné sur une période n'excédant pas 6 mois.</p> <p>L'exploitant établit un plan de contrôle détaillé qu'il soumet à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées les résultats de ce plan de contrôle et les travaux qu'il envisage pour palier les défauts de structures constatés. Ces travaux sont réalisés sous 12 mois maximum après le diagnostic.</p> <p>Dans l'attente du résultat des investigations et le cas échéant des travaux nécessaires, les cellules périmétriques de la tranche n° 1 ne sont remplies qu'à la moitié de leur capacité.</p>														
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait transmis un pré-diagnostic (plan de contrôle initial) en date du 18/10/2021 intitulé "DIAGNOSTIC STRUCTUREL SILO - RAPPORT D'ASSISTANCE TECHNIQUE - PHASE 1.2" qui établissait 11 constats sur les cellules de la tranche 1 (1973) et 1 constat sur la tranche 2 (1976). La tranche 3 (2004) ne fait pas l'objet de désordres structurels mais des travaux de rénovation et d'étanchéité sont prévus.</p> <table border="0"> <tr> <td>Cellules tranche 1 (1973) :</td><td>Cellules tranche 2 (1976) :</td><td>Cellules tranche 3 (2004) :</td></tr> <tr> <td>41/42/43/44/45/46/47/48</td><td>49/50/99/51/52/53/54/55</td><td>56/57/58/59/60/80</td></tr> <tr> <td>21/22/23/24/25/26/27/28</td><td>29/30/97/95/31/32/33/34</td><td>16/17/18/19/20/40</td></tr> <tr> <td>01/02/03/04/05/06/07/08</td><td>09/10/79/11/121/13/14/15</td><td></td></tr> </table> <p>Les travaux concernent également les cellules béton OG1 et OG2.</p> <p>Le rapport intitulé "RENOVATION DU SILO" du 18/02/2022 récapitule les désordres relevés lors des diagnostics par ordre d'importance. Il complète le plan de contrôle initial.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Désordres nécessitant des travaux de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Fissures verticales sur parois extérieures de certaines cellules, ◦ Aciers décrochés de la paroi intérieure et sectionnés dans certaines cellules, ◦ Des vides de barre à vérin non injectés ont été sondés et relevés, ◦ Affaissement de dalles hautes en galerie inférieure sous les musoirs, • Désordres nécessitant des travaux de réfection importants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Fissures, épaufrures et éclats béton avec aciers apparents sur les parois extérieures des cellules, galerie technique au R+9, galeries supérieure et inférieure et acrotères, ◦ Fissures sur les parois extérieures des cellules, ◦ Fissures, défauts d'enrobage, éclats béton et aciers apparents sur parois intérieures, ◦ Fissuration de l'asphalte, percements des relevés d'étanchéité, décollement des étanchéités liquides et protection par revêtement bitumineux (« paxalu ») en toiture-terrasse, ◦ Infiltrations en galerie supérieure au R+8 et au RDC, ◦ Joints de fractionnement non réalisés entre dalles hautes cellules et as de carreaux, 			Cellules tranche 1 (1973) :	Cellules tranche 2 (1976) :	Cellules tranche 3 (2004) :	41/42/43/44/45/46/47/48	49/50/99/51/52/53/54/55	56/57/58/59/60/80	21/22/23/24/25/26/27/28	29/30/97/95/31/32/33/34	16/17/18/19/20/40	01/02/03/04/05/06/07/08	09/10/79/11/121/13/14/15	
Cellules tranche 1 (1973) :	Cellules tranche 2 (1976) :	Cellules tranche 3 (2004) :												
41/42/43/44/45/46/47/48	49/50/99/51/52/53/54/55	56/57/58/59/60/80												
21/22/23/24/25/26/27/28	29/30/97/95/31/32/33/34	16/17/18/19/20/40												
01/02/03/04/05/06/07/08	09/10/79/11/121/13/14/15													

- Joints de dilatation entre ouvrages non réalisés,
- Désordres nécessitant des travaux légers ou d'entretien :
 - Anciennes réservations pour passage de convoyeurs non calfeutrées au R+8 et RDC,
 - Infiltrations au droit des menuiseries métalliques à RDC,
 - Mousse sur parois en façade nord côté canal,
 - Décollement peinture d'imperméabilisation I3 en façade nord côté canal,
 - Décollement profilé de recouvrement du joint de dilatation extérieur,
 - Percement descente EP extérieure,
 - Mousses sur relevés d'étanchéité en toiture-terrasse.

Le plan d'action préconise les travaux suivants :

- Travaux de renforcement lourds :
 - Cellule C3, C7, C43 : Renforcement par chemisage intérieur de la cellule ou renforcement par plats carbone suivant étude comparative à réaliser.
 - Cellule C8 : Renforcement partiel par chemisage intérieur de la cellule ou renforcement par plats carbone suivant étude comparative à réaliser.
 - Affaissement de dalle entre musoir et étage courant : Renforcement en sous-face de dalle par corbeaux métalliques ou brochage d'armatures.
- Travaux de reprise importants :
 - Epaufures et éclats avec aciers apparents sur parois extérieures : Décapage complet du revêtement d'imperméabilisation de type I3, reprise des éclats sur enrobages béton avec une purge sur des zones impactées, une passivation des aciers puis une reprise avec un mortier à retrait compensé et application d'un revêtement de protection et d'imperméabilisation.
 - Fissures parois extérieures : C1, C5, C7, C11 à C13, C15, C19
 - Vides de barre à vérin non injectés : Injection de mortier dans les vides de barre à vérin des cellules C1 à C15.
 - Défauts d'enrobage et aciers apparents intérieurs : C5, C12, C15, OG1, OG2
Les cellules étant vérifiées au calcul et les aciers ne présentant pas de corrosion importante, un simple renforcement par couturage d'acier au droit des fissures pourra être envisagé.
 - Fissures sur structures béton intérieures : Purge des supports avec un traitement par injection au niveau de la fissure et reprise des supports. Les linteaux fissurés doivent être renforcés par moilage ou par tissus en fibres de carbone.
 - Reprise des éclats béton avec une purge du béton sur les zones impactées, une passivation des aciers puis une reprise avec un mortier à retrait compensé permettant de rétablir un enrobage de 25 mm minimum.
 - Décollement du "flashing" (résine d'étanchéité) : Dépose des zones de "flashing" non adhérentes puis la reprise de celles-ci.
 - Percement relevé d'étanchéité : Reprise de l'ensemble des relevés d'étanchéité percés.
 - Défauts d'étanchéité : Déposer l'étanchéité en pourtours, purger le béton non étanché, passiver les aciers, effectuer une reprise du béton avec un mortier à retrait compensé puis application d'un système d'étanchéité liquide de type "flashing".
 - Décollement protection alu du "paxalu" : Reprise de l'ensemble des zones où la protection "paxalu" a été décollée. (Le paxalu est un revêtement bitumineux qui peut être revêtu d'une fine couche d'aluminium).
 - Fissuration asphalte : Reprise de l'ensemble de l'asphalte afin de traiter la multitude de fissuration présente.
 - Poinçonnement asphalte : Dépose des éléments posés sur l'asphalte, reprise des zones d'asphaltes poinçonnées et fissurées, puis repose des éléments avec une protection entre l'asphalte et ceux-ci afin d'éviter un nouveau poinçonnement.
 - Percement étanchéité sur tête d'acrotère : Reprise des zones dont l'étanchéité a été percée.
 - Infiltrations : Traitement infiltration en toiture-terrasse puis purge des supports

- impactés avec passivation des aciers si nécessaire et reprise des supports.
- Création de joint de fractionnement en pourtour d'as de carreau : Création d'un joint creux au droit des fissures afin de créer le fractionnement entre les deux éléments structuraux.
- Création de joint de dilatation : Ouverture des fissures, création d'un joint creux puis remplissage de celui-ci avec un joint souple acrylique.
- Travaux légers ou d'entretien :
 - Décollement imperméabilisation I3 : Dépose de toutes les zones non adhérentes et une reprise avec un revêtement I3. Reprise complète du revêtement sur la façade des cellules orge C1 à C15 à prévoir.
 - Mousse sur parois des cellules : Nettoyage de l'extérieur des cellules côté canal afin de retirer la mousse présente sur les parois.
 - Décollement membrane d'étanchéité du J.D. : Reprise de la partie basse de la membrane d'étanchéité du joint de dilatation.
 - Percement descente E.P. : Remplacement descente E.P. percée.
 - Mousse sur relevés : Nettoyage de l'ensemble de la terrasse afin d'éliminer l'ensemble des éléments étranger pouvant fragiliser l'étanchéité de cette terrasse.
 - Réservations non calfeutrée : Reboucher les réservations avec un mortier à retrait compensé.
 - Infiltrations au niveau des menuiseries : Reprise des seuils de porte afin de créer une pente suffisante pour faire barrière à l'eau, application d'un mortier flexible d'imperméabilisation sur le seuil de porte.

Pour les travaux importants, les cellules 2,3,4 / 6,7,8 / 42,43,44 ont été vidées.

Au 27 décembre 2022, les cellules opérationnelles, consignées ou remises en état sont :

- En cours d'utilisation : 41, 42, 44 (tranche 1), 49, 50, 99, 51, 52, 53, 54, 55, 59, 11 (tranche 2) ;
- Consignées (vides et/en travaux) : 8, 43, 45, 46, 48 (tranche 1), 12, 13, 14 (tranche 2) ;
- Remises en état : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 47 (tranche 1), 9, 10, 15 (tranche 2).

A noter que le contrôle visuel a permis d'identifier des fissures verticales sur les cellules 12 et 13 de la tranche 2 (présenté au comité de pilotage MALTEUROP le 12/12/2022). Les travaux préconisés consistent à poser des « plats carbone ». Un "plat carbone" est une bande mince de 5 à 15 cm de large, constituée de fibres de carbone. Ce dispositif est collé sur la paroi à renforcer.

La fin des travaux est fixée au 12/05/2023.

Ce constat n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cellule n°8

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Cellule n°8
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La remise en service de la cellule de stockage n°8 de la tranche 1 ne peut être effectuée qu'après une complète réparation. Dans l'attente de ces réparations, celle-ci doit être complètement vide de tout produit.</p> <p>L'exploitant transmettra au service de l'inspection, avant la réalisation des travaux de réparation, un dossier relatif à l'organisation des travaux validé par un organisme compétent et reconnu, accompagné d'un échéancier de réalisation.</p> <p>La bonne exécution des travaux de réparation devra être validée par un organisme compétent et reconnu. Un rapport récapitulatif des travaux réalisés devra être adressé à Monsieur le Préfet de la Marne avant la remise en service de la cellule n°8.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport du 18/02/2022 intitulé "RENOVATION DU SILO" préconisait, pour la cellule C8, le renforcement partiel par chemisage intérieur de la cellule ou le renforcement par plats carbone. Compte-tenu de la présence d'un joint de construction séparant les tranches 1 et 2, il n'est pas envisageable d'ancrer les lamelles carbonées classiques pour renforcer la cellule.</p> <p>Un "voile béton" armé intérieur de 10 cm d'épaisseur en béton projeté, comprenant un ferrailage dont le dimensionnement ne tient pas compte de la paroi existante servant uniquement de coffrage, est en cours de réalisation.</p> <p>Optionnellement, un renforcement par "plat carbone" spécifique pourrait être proposé sous réserve d'un avis technique favorable du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment). Un "plat carbone" est une bande mince de 5 à 15 cm de large, constituée de fibres de carbone. Ce dispositif est collé sur la paroi à renforcer.</p> <p>Les travaux en cours ont été constatés.</p> <p>L'étape finale des travaux consistera à appliquer un revêtement externe sur l'ensemble des cellules pour finaliser l'étanchéité. La date de fin prévisionnelle fixée au plan d'action est le 12/05/2023.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance du vieillissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du vieillissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place, sous un délai de six mois à dater de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des cellules pour détecter la corrosion ou l'amorce de fissuration, avec une fréquence adaptée à l'âge et à l'état des structures, afin de prévenir les risques d'effondrement ou de rupture des capacités de stockage.</p> <p>Ce programme est établi selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a minima un contrôle visuel annuel de l'état de l'ensemble cellules ; - un contrôle structurel approfondi quinquennal pour les cellules les plus anciennes (conçues en 1976 ou antérieures) - un contrôle décennal approfondi des cellules plus récentes.

En cas de constat de défaut, un contrôle approfondi est mené selon les recommandations d'une tierce expertise et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent sous un délai adapté.

Ce protocole décrit les types de surveillance envisagés, les modalités de surveillance en interne et par un organisme externe, les périodicités de contrôle, les résultats des contrôles. Si les résultats de ces contrôles invitent à des investigations complémentaires, leur nature sera définie.

Le protocole de surveillance et les résultats des contrôles sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont à conserver pendant toute la durée de vie de l'installation.

Constats :

Par courriel du 6/2/23, l'exploitant précise que pour le programme de surveillance de l'ouvrage, celui-ci sera réalisé par une société externe tous les 5 ans avec établissement d'un rapport de visite. Une visite annuelle de constat visuel sera réalisée par la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) du CSE du site MALTEUROP.
Ce constat n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise en sécurité et traitement des défauts de structure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité et traitement des défauts de structure

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un protocole visant à traiter les défauts identifiés pour la sécurité des installations sous un délai de 6 mois à dater de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a mis en place un protocole visant à traiter les défauts identifiés pour la sécurité des installations. Ce protocole intègre des préconisations de travaux graduelles de renforcement lourds, de reprise importants et de travaux légers ou d'entretien.

Ce constat n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

